

Auvers-sur-Oise

(territoire de Butry)

Maison rue Massenet
(près du P.N. 25)

EJ - 12966 MF

PARIS

11 Mars

57

Minute

VB.N.gd D¹-----
Dommages de Guerre-----
AUVERS-sur-OISE
(territoire de BUTRY)-----
Maison Rue Massenet
(près du PN 25)

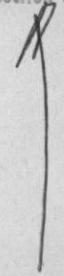
Monsieur le Chef du Contentieux,

Suite à votre transmission du 26 février dernier de la décision de rejet notifiée à la S.N.C.F. par le Directeur des Services Départementaux du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement de Seine-et-Oise concernant l'immeuble visé en marge.

Il s'agissait, en l'espèce, d'une maison provisoire sinistrée par bombardement le 29 Janvier 1944 et à l'emplacement de laquelle un logement en dur a été édifié dans le courant d'Octobre 1950.

Compte tenu des dispositions de la loi n° 54.916 du 16 Septembre 1954, il apparaît, en effet, que cet immeuble n'était pas, sous le rapport des dommages de guerre, justiciable des dispositions de droit commun.

L'Inspecteur Principal
Chef de la Section du Domaine



B.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CONTENTIEUX

45, RUE SAINT-LAZARE - PARIS-IX^e
TRInité 29-94

Reçu

Date	27 FEV. 1957	
2	7	
vv	cz	gp
vt	ds	gc
dq	dr	ga
de	dg	go
		gg

Paris, le 26 Février 1957

N/réf: EJ - 12.966^{MF}

Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments
(Domaine)
Région du NORD

1 p.

Comme suite à notre entretien téléphonique de ce jour, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, à toutes fins, une décision de rejet que vient de me notifier le Directeur des Services Départementaux du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement.

Cette décision a trait à une demande d'indemnité de dommages de guerre formulée par la S.N.C.F. pour le sinistre, en 1940, d'un immeuble sis à Auvers-s/Oise.

Je présume que le rejet de cette demande, qui a dû être présentée avant la publication de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, a été motivé non par l'absence du dépôt des pièces justificatives dans le délai imparti, ainsi que le laisse supposer l'imprimé qui a été utilisé en l'espèce, mais bien par le fait que la S.N.C.F. a été formellement exclue du champ d'application de ladite loi et ne peut, en conséquence, être admise au bénéfice de ces dispositions.

Quoi qu'il en soit, je reste à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires que vous désireriez éventuellement obtenir au sujet de cette décision de rejet.

28 FEVR 1957

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Guenda

l'admiral

21 FEV 1957

19 FEV 1957

20 FEV 1957

1 Rue Messenaux à Buzay

I.M.

SECRETARIAT D'ETAT A LA
RECONSTRUCTION ET AU LOGEMENT

VISA	☆
de Monsieur	
le Président	

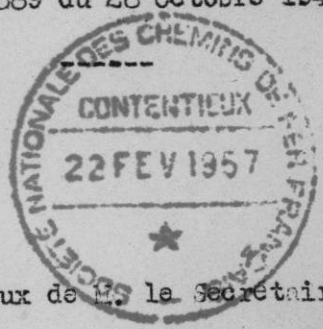
DECISION DE REJET

Direction des Services
Départementaux de la SEINE
7, Place de la Porte des Ternes
PARIS (17°)

pour non dépôt des pièces justificatives à fournir
à l'appui d'une déclaration de sinistre ou d'une
demande d'indemnité au titre de la loi modifiée et
complétée n° 46.2389 du 28 Octobre 1946.

RECOMMANDÉE AVEC "A.R."

CONTENTIEUX
POUR ATTRIBUTIONS



Objet : Dossier YA-51040

Le Directeur des Services Départementaux de la Reconstruction et au Logement, le Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement.

" Vu la déclaration de sinistre ou la demande d'indemnité présentée au titre de la loi modifiée et complétée n° 46.2389 du 28 Octobre 1946 par M. le Président de la Sté Nale des Chemins de Fer domiciliée 88 rue St Lazare PARIS 8 concernant : des dommages immobiliers sis à AUVERS-l-OISE sinistré par bombardement en 1940.

" Vu la loi modifiée et complétée n° 46.2389 du 28 Octobre 1946 sur les dommages de guerre et plus particulièrement l'article 36, 1er alinéa de ladite loi,

" Vu l'article 18 du décret 46.2960 du 31 Décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour la loi susvisée.

" Vu le décret 50.182 du 3 Février 1950 et notamment son article 13,

" Vu l'arrêté de M. le Ministre du Logement et de la Reconstruction du 25 Novembre 1954,

" Vu l'arrêté de M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement du 1er Juillet 1955,

Textes en vertu desquels la date d'expiration du délai ouvert aux sinistrés qui ont effectué régulièrement une déclaration de sinistre (et autres que ceux ayant subi des pertes concernant les biens meubles d'usage courant ou familial) pour présenter les pièces administratives permettant l'examen de leur demande d'indemnité ainsi que les pièces techniques permettant de procéder à l'évaluation de leurs dommages, a été fixée au 1er Janvier 1956.

Considérant que la Sté Nale des Chemins de Fer a négligé de produire les pièces nécessaires dans le délai ainsi imparti.

DECIDE :

La demande d'indemnité sus-mentionnée, présentée par la Sté Nale des Chemins de Fer concernant le dit bien, est rejetée.

" Le motif ci-dessus indiqué a rendu inutile l'examen des autres conditions de recevabilité de votre demande, au titre de la législation sur les dommages de guerre. Si, pour une raison ou une autre, vous établissiez la non validité de ce motif, l'étude de votre demande serait poursuivie.

Fait à PARIS, le

18 FEV 1957

Le Directeur des Services Départementaux, Chef du Centre de Règlement des Dommages de Guerre de PARIS (Seine, Seine & Oise, Seine & Marne et Eure & Loir),

J. Imbert
J. IMBERT

- RECOURS -

Si vous jugez utile de contester la présente décision administrative, vous disposez d'un délai de deux mois à dater de sa notification (date de remise par la poste), pour la déférer devant la juridiction des dommages de guerre compétente (art. 53 à 55 de la loi modifiée et complétée 46.2389 du 28 Octobre 1946).

Le recours établi en double exemplaire doit :

- énoncer vos nom, prénoms et domicile.
- contenir l'exposé de vos moyens et conclusions.
- être déposé ou de préférence être adressé par lettre recommandée avec A.R. au Secrétariat de la Commission compétente.

Au recours, doit être jointe la copie de la décision attaquée. A toutes fins utiles, si votre recours est de la compétence de la Commission d'Arrondissement des Dommages de Guerre :

- Pour le Département de la SEINE, le secrétariat de la dite commission est au Palais de Justice, Boulevard du Palais à PARIS, Greffe Civil de la Cour d'Appel.

- Pour le Département de la SEINE & OISE, le secrétaire de ladite commission est M. NOLL, 11, rue Colbert à VERSAILLES.

- Pour le Département de la SEINE & MARNE, secrétariat de la commission, 20, Boulevard Gambetta, MELUN.

- Pour le Département d'EURE & LOIR, M. NICOLET, Greffier du Tribunal, Palais de Justice à CHARTRES.

Enfin, dans le délai de deux mois précité, vous pouvez, si vous le préférez, présenter un recours administratif au Directeur Départemental ou au Secrétaire d'Etat à la Reconstruction et au Logement. La nouvelle décision prise à la suite de ce recours, peut, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours contentieux dans les conditions précisées ci-dessus. Dans le cas où le Secrétaire d'Etat ou le Directeur Départemental garde le silence pendant quatre mois à la suite de la présentation de votre recours administratif, ce silence équivaut à une décision de rejet de votre recours contre laquelle vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour présenter un recours contentieux, à partir du jour où expirera cette période de quatre mois.

MINISTERE
de la RECONSTRUCTION
et de l'URBANISME.

DECLARATION de SINISTRE
d'un immeuble d'habitation.

N°.....

Commune de *Butry*... (dépt de *Seine et Oise*.)

Nom du propriétaire (ou raison sociale, s'il s'agit d'une Société):
Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.).....
Prénoms (ou forme de la Société): *Société anonyme*.....
Date et lieu de naissance (ou date de constitution de la Société):.....
Convention du 21 août 1937 (J.O. du 1^{er} septembre 1937) - Statuts approuvés
Nationalité: *par décret pris en Conseil d'Etat le 21 décembre 1937*.....
Profession (ou objet social): *J.O. du 1^{er} janvier 1938*.....
Domicile (ou siège social): rue *Saint-Lazare*....., n° *88*.....
à *Paris*..... (Dépt de.....)
Adresse actuelle.....

Le propriétaire désigné (seul propriétaire, (de
ci-dessus est: (~~co~~-propriétaire, (1'immeuble.
(propriétaire indivis, (

situation de l'immeuble: rue *Wasseret - maison provisoire*.....
à *Butry*..... (*Paris* *PNLS*)..... (dépt de *Seine et Oise*.)

Causes du sinistre: *bombardement*.....
.....
.....

(~~totalemment détruit.~~
L'immeuble est (~~fortement endommagé.~~
(réparable.

Fait à *Paris*....., le *28/6/1947*

(Signature)

L'Inspecteur Principal de la Ville

REPUBLIQUE FRANCAISE.

MINISTERE
de la RECONSTRUCTION et de
l'URBANISME.

N°.....

A C C U S E de R E C E P T I O N
d'une déclaration de sinistre d'un immeuble
d'habitation.

Nom du propriétaire: *S.N.C.F.*.....
Prénoms:.....
Immeuble sis rue *Wasseret - maison provisoire*.....
à *Butry*..... (dépt de *Seine et Oise*.)

Le délégué départemental
du Ministère de la Reconstruction et de
l'Urbanisme;

T.S.V.P.

Montant du loyer appliqué au logement au 31 Juillet 1939 _____

Eléments de nature à justifier la dérogation prévue à l'Article 6 de l'I.G., Série P N°18, notamment: l'éloignement (à chiffrer) d'un centre d'habitation; les mauvaises conditions d'accès, la faible surface de certaines pièces, l'inondation périodique de la cave, l'humidité exceptionnelle du logement, le bruit anormal et l'émission de fumées gênantes d'une gare ou d'un dépôt contigu, etc.

Pécharras -

-salle commune $4 \times 4 = 16 \text{ m}^2$

ch — $4 \times 4 = 16 \text{ m}^2$

ch — $4 \times 2,60 = 10,40 \text{ m}^2$

eau à la M. G. Tu P. N 25
à 40^m miroir -

Wiert

Bouvier

Dressé par l'Agent soussigné,

Le 21. 1. 41

[Signature]